

Canada Industrial Relations Board



Conseil canadien des relations industrielles

C.D. Howe Building, 240 Sparks Street, 4th Floor West, Ottawa, Ont. K1A 0X8
Édifice C.D. Howe, 240, rue Sparks, 4^e étage Ouest, Ottawa (Ont.) K1A 0X8

Motifs de décision

Syndicat des travailleuses et travailleurs de
Transco - CSN,

requérant,

et

Transport St-Léonard inc.;
Les Autobus Transco (1988) inc.,

employeurs.

Dossier du Conseil : 29475-C
Référence neutre : 2012 CCRI 660
Le 17 octobre 2012

Le Conseil canadien des relations industrielles (le Conseil) se composait de M^e Louise Fecteau, Vice-présidente, ainsi que de M. Daniel Charbonneau et M^e Robert Monette, Membres.

Représentants des parties au dossier

M^e Daniel Charest, pour le Syndicat des travailleuses et travailleurs de Transco - CSN;

M. Guy Sirois, pour Transport St-Léonard inc.;

M^{rs} Ronald J. McRobie et Valérie Potvin, pour Les Autobus Transco (1988) inc.

Les présents motifs de décision ont été rédigés par M^e Louise Fecteau, Vice-présidente.

Canada

I – Nature de la demande

[1] Il s'agit d'une demande présentée en vertu de l'article 18 du *Code canadien du travail* (*Partie I-Relations du travail*) (le *Code*) par le Syndicat des travailleuses et travailleurs de Transco - CSN (le syndicat), dans laquelle ce dernier demande que les 150 (ou environ) anciens chauffeurs de Transport St-Léonard (TSL) à Anjou, une entreprise non syndiquée acquise en décembre 2011 par Transco, soient déclarés comme étant visés par l'ordonnance d'accréditation n° 8665-U rendue en faveur du syndicat par le Conseil le 3 décembre 2004. Cette unité de négociation compte présentement environ 350 chauffeurs de Transco. La description de l'unité se lit comme suit :

tous les chauffeurs qui travaillent pour Les Autobus Transco (1988) inc., à l'exclusion des employés de bureau et des employés de garage, pour les établissements suivants : 101, rue Réverchon, Dorval; 7975, boulevard Henri-Bourassa Est, Montréal; 8201, rue Elmslie, LaSalle. (Ordonnance n° 8665-U)

(c'est nous qui soulignons)

[2] Le syndicat n'a par ailleurs fourni aucune preuve d'adhésion syndicale des employés visés par la demande.

[3] Transco, dont l'activité principale est le transport scolaire, effectue également à différents endroits des voyages spéciaux et parascolaires pour les étudiants des commissions scolaires qu'elle dessert ou encore pour d'autres groupes de personnes. Transco a été reconnue dans le passé par le Conseil comme étant une entreprise qui relève de la compétence fédérale.

[4] Il faut préciser également qu'une deuxième ordonnance d'accréditation (n° 9749-U), plus récente, est détenue par un syndicat affilié à la CSN et vise seulement les employés de l'établissement de Saint-Hubert de Transco. La description de cette unité de négociation se lit comme suit :

tous les chauffeurs salariés au sens du *Code canadien du travail* qui travaillent pour Les Autobus Transco (1988) inc., à l'exclusion des employés de bureau et des employés de garage, pour l'établissement situé au 3530, rue Richelieu à Saint-Hubert.

II – Demande d'intervention

[5] Le Conseil a reçu une demande d'intervention dans le présent dossier présentée par le Syndicat des employés de Transport St-Léonard (Anjou). Ce syndicat a présenté une demande d'accréditation (dossier n° 29589-C) au Conseil le 22 août 2012, après que la présente demande eut été déposée, en vue d'être accrédité pour représenter tous les chauffeurs et les mécaniciens travaillant pour Transport St-Léonard inc. (TSL), soit les mêmes chauffeurs visés par la présente demande, à l'exception des mécaniciens.

[6] Compte tenu de la conclusion du Conseil dans la présente affaire, il n'est pas nécessaire de traiter de la demande d'intervention.

III – Position des parties

A – Le syndicat

[7] Le syndicat allègue que les activités de la quatrième division chez l'employeur, soit celle de Saint-Hubert, s'exercent de façon autonome et indépendante des trois autres divisions pour lesquelles il est accrédité. Cependant, il soutient que l'employeur a fait l'acquisition de TSL en décembre 2011 et que, depuis, les autobus portent maintenant les couleurs de Transco et qu'il y a eu fusion des systèmes informatiques.

[8] Le syndicat allègue que l'article 11.5 de la convention collective le liant à l'employeur prévoit que les chauffeurs, comme ceux de TSL, devraient être inclus dans son unité de négociation. Cet article de la convention collective prévoit qu'en conformité avec l'article 44 du *Code*, dans l'éventualité où une fusion d'employeurs a lieu, ou si un employeur achète les droits d'opération d'un autre employeur ou d'une compagnie, il y aura intégration de tous les employés affectés par ladite transaction, en tenant compte de leurs qualifications et ancienneté respectives, et par la suite, le nouvel employeur provenant de la fusion ou l'employeur acheteur, selon ses besoins, effectuera, s'il y a lieu, les mises à pied d'employés en trop selon la nouvelle liste d'ancienneté.

[9] Le syndicat soutient également que les anciens chauffeurs de TSL et les 350 chauffeurs de Transco exercent les mêmes fonctions, travaillent pour le même employeur, sont répartis par les mêmes répartiteurs, conduisent des véhicules qui peuvent être utilisés par tous les chauffeurs, quels qu'ils soient, et qu'en cas d'absence, ils sont remplacés par les mêmes employés surnuméraires ou occasionnels.

[10] Le syndicat estime que l'acquisition de TSL constitue un accroissement naturel de Transco et que les chauffeurs de TSL sont visés par la portée intentionnelle de l'ordonnance d'accréditation qu'il détient.

[11] Le syndicat demande donc au Conseil de déclarer que tous les chauffeurs provenant de TSL sont visés par l'ordonnance d'accréditation n° 8665-U, ainsi que par la convention collective applicable et qu'il actualise l'ordonnance d'accréditation en conséquence en y ajoutant l'établissement d'Anjou.

[12] Le syndicat a demandé la tenue d'une audience mais n'a pas présenté de réplique à la réponse de l'employeur.

B – L'employeur

[13] L'employeur demande au Conseil de rejeter la demande du syndicat au motif que les cinq divisions de Transco (Pointe-Claire-Dorval, Montréal-Nord, LaSalle, St-Hubert et Anjou) font partie de la grande entreprise First Student America, et que, malgré l'uniformisation des méthodes, des procédures et des systèmes, les divisions de Transco continuent d'être exploitées de manière distincte et autonome, plus particulièrement, les divisions de Saint-Hubert et d'Anjou.

[14] L'employeur ajoute que les chauffeurs de la division de Saint-Hubert, soit la quatrième division, sont visés par une ordonnance d'accréditation distincte (n° 9749-U), sont représentés par un syndicat affilié à la CSN et sont régis par une convention collective différente de celle en cause dans la présente demande. Il ajoute que le syndicat a d'ailleurs admis dans ses observations que la division de Saint-Hubert est distincte des autres divisions et que, dès lors, il doit en être ainsi pour la division d'Anjou.

[15] En ce qui concerne la division d'Anjou, soit l'établissement visé par la présente demande, l'employeur soutient que les activités qui y sont exercées le sont de manière autonome et indépendante des autres divisions mentionnées ci-dessus. L'employeur soutient que cette division, acquise en décembre 2011, était alors connue sous le nom de Transport St-Léonard inc. Il soutient avoir acquis l'essentiel de l'entreprise, soit 152 autobus scolaires, des contrats de transport, des permis et l'achalandage.

[16] L'employeur estime que l'acquisition de TSL ne peut constituer un accroissement naturel de son entreprise ou une expansion, mais qu'il s'agit plutôt de l'acquisition d'une entreprise complète, autonome et indépendante. Il soutient même que le territoire desservi par cette entreprise est différent de celui des autres divisions et que les autobus acquis dans le cadre de la transaction sont ceux qui sont utilisés par les anciens chauffeurs de TSL, lesquels continuent d'effectuer les mêmes parcours scolaires. L'employeur indique que l'établissement situé à Anjou possède de plus ses propres répartiteurs, inspecteurs, contremaîtres, préposés aux pièces et mécaniciens, et que les employés qui y travaillent s'occupent uniquement des activités de transport et d'entretien de la flotte pour les clients desservis par cette division.

[17] L'employeur ajoute que les 150 chauffeurs visés par la présente demande ne sont pas syndiqués et qu'ils continuent d'ailleurs d'appliquer le recueil de procédures et de directives de l'ancien employeur, TSL, ce qui démontre qu'il n'y a aucune intégration des employés ou des contrats de transport scolaire, ni aucune autre forme d'intégration avec les autres employés des quatre autres divisions.

[18] L'employeur allègue que la demande du syndicat a pour effet d'élargir la portée intentionnelle de l'unité de négociation pour laquelle il est accrédité et qu'elle est, en réalité, une nouvelle demande d'accréditation et une tentative déguisée pour syndiquer un groupe d'employés sans qu'aucune preuve de la volonté de ces employés ne soit faite. L'employeur soutient que l'article 11.5 de la convention collective ne peut s'appliquer dans la présente affaire, contrairement à ce que soutient le syndicat, puisque, selon lui, l'article 11.5 vise une toute autre situation, soit celle où Transco serait acquise ou fusionnerait avec une autre entreprise.

[19] L'employeur demande au Conseil de rejeter la demande du syndicat.

IV – Analyse et décision

A – Demande d'audience

[20] Bien le syndicat ait demandé la tenue d'une audience, le Conseil estime que les renseignements dont il dispose sont suffisants pour rendre une décision dans la présente affaire. L'article 16.1 du *Code* prévoit que le Conseil peut trancher toute affaire ou question dont il est saisi sans tenir d'audience. Rien n'oblige non plus le Conseil à informer les parties de son intention de ne pas tenir d'audience (voir *NAV CANADA*, 2000 CCRI 468, confirmée dans *NAV Canada c. Fraternité internationale des ouvriers en électricité*, 2001 CAF 30).

B – Demande du syndicat

[21] Dans la présente affaire, le syndicat sollicite l'inclusion d'environ 150 chauffeurs dans l'unité de négociation pour laquelle il a été accrédité dans l'ordonnance d'accréditation n° 8665-U, laquelle unité comprend environ 350 employés.

[22] D'entrée de jeu et bien que le syndicat invoque l'article 11.5 de la convention collective qui le lie à Transco, nous ne sommes pas ici en présence d'une demande de déclaration de vente d'entreprise en vertu de l'article 44 du *Code*, ni d'une demande de déclaration d'employeur unique en vertu de l'article 35 du *Code*. Il s'agit plutôt d'une acquisition par Transco d'une entreprise non syndiquée, ce qui explique que l'achat de cette entreprise ne peut être considéré comme une vente d'entreprise au sens de l'article 44 du *Code*, puisqu'aucun droit de négociation n'était lié à TSL au moment de cette vente.

[23] Dans ce contexte, le Conseil doit donc se demander si la demande d'inclusion de nouveaux employés en vertu de l'article 18 du *Code* modifie ou non la portée intentionnelle de l'ordonnance d'accréditation n° 8665-U détenue par le syndicat. Dans l'affaire *TELUS Communications inc.*, 2004

CCRI 278, décision confirmée par la Cour d'appel fédérale, la majorité du Conseil a expliqué en détail les distinctions qui s'imposent entre une demande présentée en vertu de l'article 18 du *Code* qui ne modifie pas la portée intentionnelle d'une ordonnance d'accréditation et une demande qui, au contraire, en modifie la portée intentionnelle :

[306] L'article 18 s'applique à une révision qui n'influe pas sur la structure de négociation établie par un certificat délivré antérieurement, comme dans le cas où de nouveaux employés ou des employés qui étaient exclus auparavant sont inclus dans une unité de négociation existante, ou encore lorsqu'il s'agit de ce qu'on peut décrire comme des inclusions correspondant à la portée intentionnelle de l'ordonnance d'accréditation.

[307] Cet article peut s'appliquer lorsqu'un syndicat représente déjà un groupe d'employés et veut soit clarifier, soit élargir la portée de la ou des unités de négociation existantes. Lorsque cette révision inclut des précisions sur le fait que certains employés font partie ou non d'une unité de négociation existante, le Conseil peut se prévaloir de son pouvoir de révision pour ajouter des employés à une unité de négociation sans passer par la procédure d'accréditation habituelle...

[308] Le Conseil distingue les demandes fondées sur l'article 18 lorsque les ajouts correspondent à la portée intentionnelle de l'ordonnance d'accréditation initiale de celles concernant des ajouts considérés comme radicalement différents de la composition de l'unité existante. Les premières sont plus ou moins réputées être des demandes d'interprétation, tandis que les secondes seraient plutôt des demandes indépendantes assujetties aux règles applicables à l'accréditation, dont l'une est l'obligation pour le syndicat d'avoir l'appui de la majorité des membres du groupe qu'il cherche à faire ajouter à l'unité de négociation pour laquelle il est accrédité (voir *CanWest Pacific Television Inc. (CKVU)* (1990), 82 di 54; et 91 CLLC 16,005 (CCRT n° 821).

[24] Ainsi, la majorité du Conseil dans l'affaire *TELUS Communications inc.*, précitée, a inclus 2 000 employés non syndiqués de Clearnet parmi les 10 000 employés syndiqués de TELUS et ce, à la suite de la vente de Clearnet à TELUS. Le Conseil a jugé que cette unité élargie demeurerait habile à négocier collectivement et que la portée intentionnelle de l'ordonnance d'accréditation n'avait pas été modifiée. Dans ce cas, la règle de la « simple majorité » s'appliquait, à savoir que le syndicat n'avait qu'à démontrer qu'il avait encore l'appui de la majorité de l'ensemble des employés dans l'unité de négociation élargie (12 000 employés en tout).

[25] Cependant, il en va autrement lorsque la proposition de modification de l'ordonnance d'accréditation excède la portée intentionnelle de l'ordonnance d'accréditation initiale. Le Conseil, dans l'affaire *TELUS Communications inc.*, précitée, a déclaré ce qui suit à ce sujet :

[333] Par contre, si cette proposition excède la portée de l'ordonnance d'accréditation initiale, comme le montre à l'évidence le changement radical de l'unité de négociation accréditée qui en résulterait, le Conseil exige :

- a) que l'unité de négociation modifiée soit habile à négocier collectivement;
- b) que les membres de l'unité de négociation existante consentent à l'élargissement de l'unité;
- c) que le syndicat prouve qu'il a l'appui de la majorité des membres de l'unité élargie **et du groupe qui est censé s'y ajouter**, conformément à ce qu'on appelle la « règle de la double majorité ».

(c'est nous qui soulignons)

[26] Dans la présente affaire, et à la lumière des observations des parties, le Conseil estime que la demande du syndicat a pour effet de modifier de manière importante la portée intentionnelle de l'ordonnance d'accréditation détenue par le syndicat. L'ordonnance d'accréditation (n° 8665-U) dont il est question ici précise que **trois établissements de Transco** sont inclus dans l'unité de négociation, dont la description se lit comme suit :

tous les chauffeurs qui travaillent pour Les Autobus Transco (1988) inc., **à l'exclusion** des employés de bureau et des employés de garage, **pour les établissements suivants : 101, rue Réverchon, Dorval; 7975, boulevard Henri-Bourassa Est, Montréal; 8201, rue Elmslie, LaSalle.**

(c'est nous qui soulignons)

[27] Or, cette ordonnance ne visait pas à inclure tous les chauffeurs de Transco mais bien ceux qui travaillent dans trois établissements spécifiques de l'employeur. L'ajout d'un nouvel établissement en modifie dès lors la portée intentionnelle.

[28] De plus, la preuve révèle que, en 2010, le Conseil a rendu une ordonnance d'accréditation **distincte** (Ordonnance n° 9749-U) en faveur d'un syndicat affilié à la CSN pour le nouvel établissement de Saint-Hubert de Transco. De l'avis du Conseil, et tel que l'a invoqué l'employeur, si le syndicat était d'accord pour reconnaître que la division de Saint-Hubert forme une division distincte, il devrait, *a fortiori*, en être ainsi pour la nouvelle division d'Anjou découlant de l'achat de TSL par l'employeur. Effectivement, selon les arguments de l'employeur, non contredits par le syndicat, les activités qui sont exercées dans cette division le sont de manière autonome et indépendante des autres divisions.

[29] Dans ces circonstances et vu ce qui précède, le Conseil ne peut accéder à la demande du syndicat et déclarer que tous les chauffeurs provenant de TSL sont visés par l'ordonnance d'accréditation n° 8665-U. Cette demande a pour effet de modifier de manière importante la portée intentionnelle de l'ordonnance d'accréditation visée et aucune preuve d'adhésion ne montre qu'il a l'appui ~~non~~ seulement de la majorité des membres de l'unité élargie mais aussi du groupe de chauffeurs qu'il souhaite faire ajouter (règle de la double majorité).

[30] La demande du syndicat est par conséquent rejetée.

[31] Il s'agit d'une décision unanime du Conseil.

Louise Fecteau
Vice-présidente

Daniel Charbonneau
Membre

Robert Monette
Membre